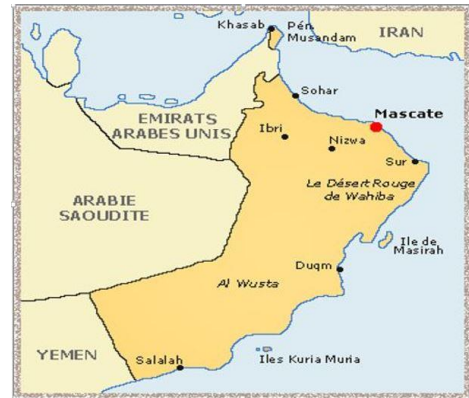


# Objectif Oman

Décembre 2019  
Janvier 2020



## Faits saillants

- *Décès du Sultan Qabous bin Saïd bin Taïmour al Saïd*
- *Budget 2020 : un budget dans la continuité du précédent*
- *Electricité : cession de 49% de l'entreprise publique OETC à State Grid Corporation of China*
- *Hydrocarbures : projet d'introduction en bourse de 20% à 25% du capital d'Oman Oil*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### *Décès du Sultan Qabous bin Saïd bin Taïmour al Saïd*

Monarque au plus long règne du Moyen-Orient (1970-2020), le Sultan Qabous bin Saïd bin Taïmour al Saïd s'est éteint le 10 janvier 2020 à l'âge de 79 ans. Il est remplacé à la tête du pays par son cousin germain, S.M. Haitham bin Tariq, jusqu'à présent ministre du Patrimoine et de la Culture. Les premières déclarations du nouveau Sultan, qui ont principalement porté sur la politique étrangère du Sultanat, semblent indiquer une volonté de s'inscrire dans la voie tracée par le Sultan Qabous et laissent dès lors espérer la poursuite – voire l'accélération – des réformes économiques engagées par son prédécesseur. A ce titre, on notera avec intérêt que le nouveau Sultan, au-delà de ses fonctions ministérielles, était également président du comité « *Oman Vision 2040* », en charge de veiller à la bonne mise en œuvre de la stratégie de diversification de l'économie. Pour l'heure, les autorités ont annoncé un deuil national de 3 jours, suivi d'une période « de berne » de 40 jours durant laquelle aucune décision importante ne devrait être prise.



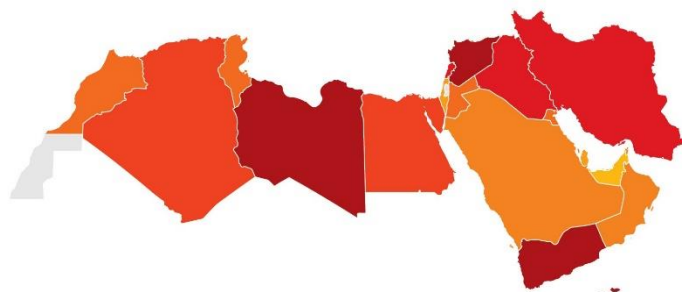
*S.M. Qabous bin Saïd bin Taïmour al Saïd*



*S.M. Haitham bin Tariq*

### ***Oman maintient son rang dans le rapport Transparency International de 2019***

L'ONG *Transparency International* a publié le 23 janvier son rapport 2019 sur l'indice de perception de la corruption. Elaboré à partir de questionnaires sur la corruption « perçue » du secteur public distribués auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires, le rapport place de nouveau le Danemark et la Nouvelle-Zélande en tête du classement (sur 180 pays), avec un indice de 87/100 (100 correspondant à une absence totale de corruption perçue et 0 à une corruption jugée systématique). La France passe au 23<sup>ème</sup> rang (-2 places), à égalité avec les Etats-Unis, suite à l'abaissement de sa note de 72 à 69/100. Après une année 2018 qui avait été marquée par une très forte progression d'Oman au classement (53<sup>ème</sup> ; + 15 places), le Sultanat est demeuré stable dans le nouveau rapport avec un score inchangé de 52/100, ce qui le place désormais au 56<sup>ème</sup> rang. Le score moyen demeure 43/100 au plan mondial et 39/100 dans la région Proche et Moyen-Orient. Au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), Oman figure en 4<sup>ème</sup> position derrière les Emirats arabes unis (71/100), le Qatar (62/100) et désormais l'Arabie Saoudite (53/100). Ce score honorable (1<sup>er</sup> tiers mondial) représente un signal positif pour le climat des affaires.



SCORE	COUNTRY/TERRITORY	RANK	SCORE	COUNTRY/TERRITORY	RANK
71	United Arab Emirates	21	41	Morocco	80
62	Qatar	30	40	Kuwait	85
60	Israel	35	35	Algeria	106
53	Saudi Arabia	51	35	Egypt	106
52	Oman	56	28	Lebanon	137
48	Jordan	60	26	Iran	146
43	Tunisia	74	20	Iraq	162
42	Bahrain	77	18	Libya	168
			15	Yemen	177
			13	Syria	178

Palestine is not included in this year's CPI, as it has not been rated by the minimum three sources required.

Source : *Transparency International – Corruption Perception Index 2019*

### ***Emploi : création du National Centre for Employment (NCE)***

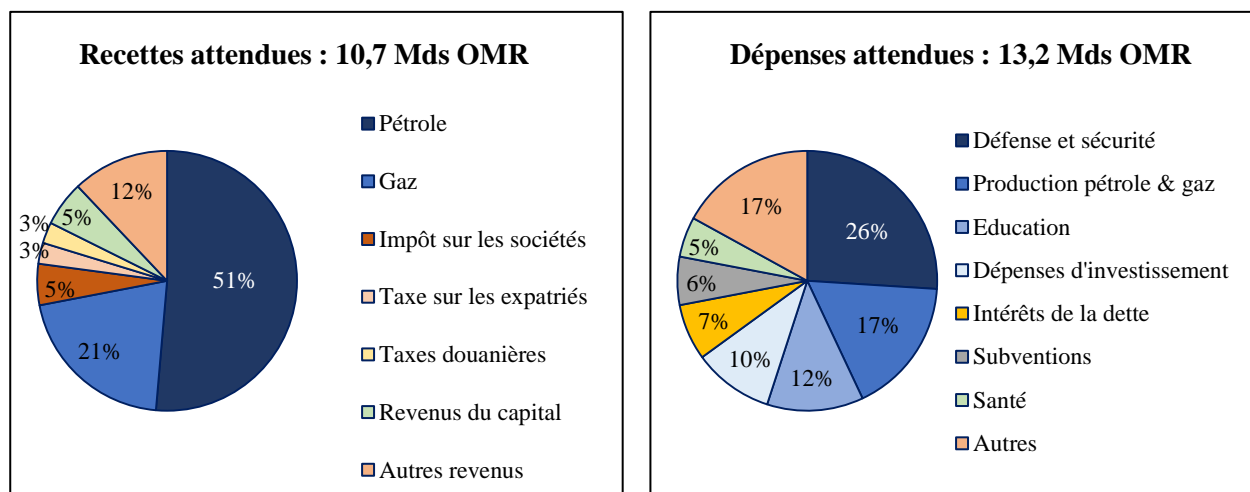
Dans la continuité de sa stratégie d'omanisation des emplois (84% des emplois du privé encore occupés par des expatriés) et de lutte contre le chômage (taux de 17% fin 2019), le gouvernement omanais a annoncé le lancement effectif du *National Centre for Employment (NCE)* début 2020. Cette nouvelle agence a officiellement pour mission « d'œuvrer pour l'accès à l'emploi public et privé pour les Omanais, en offrant des accompagnements personnalisés et en s'imposant comme l'intermédiaire unique des employeurs et du système éducatif ». Pour ce faire, le NCE s'appuiera notamment sur les bases de données sur le marché du travail développées par la *Public Authority for Manpower Register (PAMR)* et travaillera en coordination avec le Ministère du Travail omanais. Le gouvernement omanais a également rappelé début janvier que le Décret Royal n°2019/22 instituant le NCE oblige désormais tous les employeurs du pays (publics et privés) à signaler tout poste vacant à ce nouvel opérateur. En parallèle, le *National Training Fund*, fonds dédié à la formation professionnelle, prévoit de former 10 000 personnes en 2020 et 2021.

## INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

### ***Budget 2020 : un budget dans la continuité du précédent***

Etabli sur la base d'une prévision de croissance de 3% et d'un cours moyen du baril de pétrole de 58 USD (hypothèse identique à celle du Budget initial de 2019), le Budget 2020 du Sultanat d'Oman devrait afficher cette année encore un important déficit, attendu à 8% du PIB. Les dépenses devraient augmenter de +2,3 %, à 13,2 Mds OMR, tirées par la forte augmentation du service de la dette (+36,5%, à 0,9 Md OMR) et le maintien à un niveau élevé des dépenses civiles (+2,2%, à 4,6 Md OMR) – constituées aux trois-quarts des

salaires des agents publics –, des dépenses de sécurité et de défense (stables, à 3,5 Md OMR) et des subventions (6% des dépenses globales, à 0,8 Md OMR). Les dépenses gouvernementales d'investissement devraient demeurer à un niveau proche de celui de 2019, soit 1,3 Md OMR. Du côté des recettes, les autorités prévoient une hausse de 5,9%, à 10,7 Md OMR, grâce principalement à la double progression des recettes gazières (+11,1%, à 2,2 Md OMR) et des recettes hors hydrocarbures (+13%, à 3 Md OMR), notamment tirées par l'amélioration du système de collecte des impôts et taxes, ainsi que par la hausse des revenus du capital. Les recettes pétrolières devraient demeurer stables (5,5 Md OMR), en lien notamment avec le maintien des efforts sur la production de pétrole dans le cadre des accords OPEP+. Au global, la dépendance du budget aux recettes d'hydrocarbures devraient demeurer extrêmement élevée en 2020 (72 % des recettes totales), reflet de la contribution encore limitée des cinq secteurs prioritaires du plan national de diversification – industrie manufacturière, transport et logistique, tourisme, pêche et secteur minier – au PIB omanais (env. 20% du PIB). Les documents publiés ne font par ailleurs aucune mention du projet de TVA (au taux de 5%) parmi les « recettes hors hydrocarbures » listées. Le Ministre du commerce et de l'industrie (MOCI) a toutefois confirmé en marge du sommet de Davos la volonté du gouvernement de mettre en place la TVA au début de 2021. Selon les autorités, le déficit attendu en 2020 (2,5 Md OMR) sera financé à hauteur de 80% par de l'endettement sur les marchés domestique et internationaux, alors que la dette publique du Sultanat est déjà passée de moins de 5% du PIB fin 2014 à près de 60% du PIB fin 2019. Les 20% restants seront financés grâce aux réserves. Pour mémoire, le fonds souverain SGRF a été ponctionné à hauteur de 400 M OMR en 2019. Au final, le Budget 2020 devrait donc s'inscrire dans la continuité du Budget 2019 et laisser peu de marge au – nécessaire – assainissement des finances publiques. A noter que selon les résultats préliminaires du Budget 2019 exécuté, les recettes sur l'année écoulée auraient été plus importantes que prévues initialement (+1 Md OMR), grâce notamment à un prix moyen du baril de pétrole plus élevé qu'attendu (65 USD) et à la cession d'actifs publics ; de même les estimations des dépenses ont également été revues à la hausse (+0,8 Md OMR), portant le déficit budgétaire préliminaire à 8,9% du PIB en 2019 (contre 9% prévu initialement).

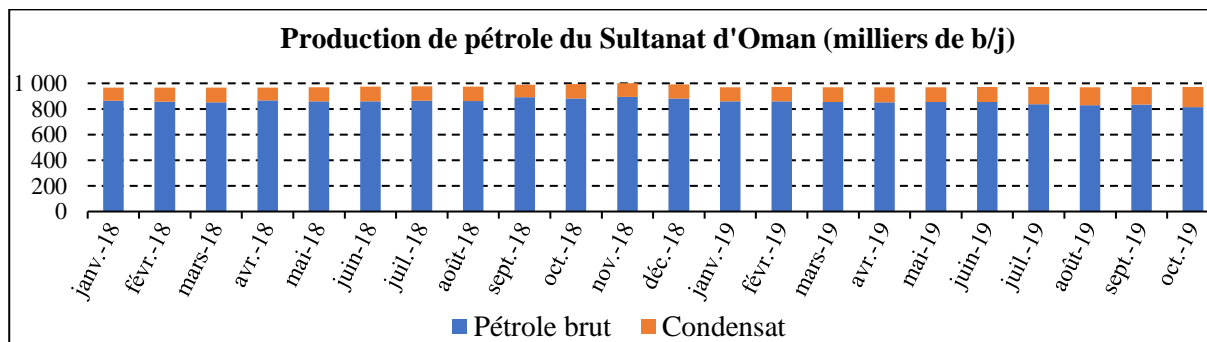


Source : Ministère des Finances omanais

### ***OPEP+ : vers une hausse de la production pétrolière omanaise ?***

Dans le cadre du nouvel accord « OPEP+ » conclu en décembre 2019 par les pays membres de l'OPEP et leurs partenaires – nouvelle baisse de 503 000 b/j de la production pétrolière totale des pays signataires –, Oman s'est engagé à réduire sa production de pétrole brut de 9 000 b/j supplémentaires par rapport à ses engagements précédents d'octobre 2018 (production plafonnée à 970 000 b/j). A noter par ailleurs que lors des discussions sur les nouveaux quotas, le ministre russe de l'Energie, M. Novak, a annoncé que la Russie exclurait désormais sa production de condensat de gaz naturel – forme liquide de « pétrole léger » – du calcul des quotas de production pétrolière. Si cette nouvelle méthode de calcul venait à être également adoptée par les autorités omanaises – à confirmer à ce stade –, elle pourrait ouvrir la voie à une augmentation significative

de la production pétrolière globale du Sultanat. En effet, avec la montée en puissance des champs de *Khazzan* et de *Rabab Harweel*, la rapide progression de la production omanaise de condensat (+39,2% en g.a. en octobre 2019, à 157 000 b/j) contraint le Sultanat à réduire en parallèle sa production de pétrole brut (-7,7% en g.a. en octobre 2019, à 815 000 b/j) pour se conformer à ses engagements OPEP+. La nouvelle méthode de calcul pourrait donc permettre à Oman le cas échéant i) de laisser sa production de condensat de gaz naturel augmenter librement et ii) de rehausser sa production de pétrole brut jusqu'au nouveau plafond défini. A noter à ce titre que les prévisions de croissance du FMI pour 2020 (+3,7%) se fondent sur l'hypothèse d'une production pétrolière totale (dont condensat) de 1,03 million b/j en moyenne au cours de l'année.



## INFORMATIONS SECTORIELLES

### **Electricité : cession de 49% de l'entreprise publique OETC à State Grid Corporation of China**

La holding publique *Nama Group*, entité détenant et supervisant les entreprises publiques de transmission et de distribution d'électricité en Oman, a annoncé en décembre 2019 la cession de 49% de sa filiale *Oman Electricity Transmission Company* (OETC) au groupe chinois *State Grid International Development Limited* (SGID). Filiale du géant chinois de la distribution d'électricité *State Grid Corporation of China*, SGID est l'un des plus grands opérateurs de réseaux de transport d'électricité au monde avec des actifs opérés en Australie, au Brésil, à Hong Kong, en Italie, en Grèce, aux Philippines et au Portugal. La finalisation de l'opération, estimée à 1 Md USD (en-dessous de l'estimation initiale des autorités), est attendue début 2020 sous réserve de son approbation par l'Autorité omanaise de Régulation de l'Electricité. La banque d'affaires franco-américaine *Lazard Frères* a assuré un rôle de conseil financier dans cette opération. Pour mémoire, *Nama Group*, avait été la première holding publique omanaise à transmettre au gouvernement dès 2017 son plan de privatisation pour cinq de ses filiales, la société de transmission OETC (à hauteur de 49% du capital) et quatre sociétés de distribution (jusqu'à 70%) : *Muscat Electricity Distribution Company*, *Majan Electricity Company*, *Mazoon Electricity Company* et *Dhofar Power Company*, dont les privatisations sont attendues en 2020 et 2021. Le rachat partiel d'OETC permettra à la Chine, déjà actionnaire via *China National Petroleum Corporation* de l'opérateur *Daleel* (3<sup>ème</sup> producteur de pétrole en Oman derrière *PDO* et *Oxy*) et principale cliente du pétrole du Sultanat (83% des exportations), de renforcer plus encore son influence sur le secteur énergétique omanais.

### **Electricité (2) : publication à venir de l'appel d'offres pour l'interconnexion des réseaux Nord et Sud**

A l'occasion d'un atelier organisé en décembre 2019 avec les principaux acteurs du secteur de l'électricité, *OETC* a confirmé la publication courant 2020 de l'appel d'offres relatif à l'interconnexion des réseaux électriques Nord et Sud du pays. Pour mémoire, le réseau électrique omanais est actuellement divisé entre le *Main Integrated System* (MIS), couvrant le nord et le centre du pays (89% de la demande), et le réseau Sud, couvrant notamment la région du Dhofar et le port de Duqm. Estimé à 500 M OMR, le projet d'unification impliquerait notamment la création d'une ligne de 400 kV sur une distance de 660 km. Pour mémoire, bien qu'Oman ait fortement développé sa production électrique ces dernières années (97% de la



population couverte), le secteur de l'électricité reste confronté à un certain nombre de défis. Dans un environnement budgétaire sous tension, les autorités doivent ainsi recourir aux investisseurs étrangers, via notamment des privatisations, pour financer le développement et la modernisation des infrastructures (cf. *supra*), alors que, dans le même temps, les subventions au secteur continuent de peser significativement sur les finances publiques (3,8% des dépenses publiques annuelles).

### **Hydrocarbures : projet d'introduction en bourse de 20% à 25% du capital d'Oman Oil**

Le Ministre du Pétrole et du gaz a dévoilé en décembre 2019 un projet de privatisation partielle de l'entreprise publique *Oman Oil Company*, actuellement détenue à 100% par l'Etat omanais. L'ouverture du capital – entre 20% et 25% selon le Ministre – pourrait prendre la forme d'une introduction en bourse (*a priori* sur le *Muscat Securities Exchange*) et de cessions de participations à des « partenaires stratégiques » d'ici la fin de l'année 2020. Pour mémoire, *Oman Oil* est actuellement engagé dans un processus de fusion avec la société publique *ORPIC* pour former l'entité « *OQ* », qui regroupera à terme l'ensemble des participations étatiques dans le secteur des hydrocarbures, hormis *Petroleum Development Oman* et *Oman LNG*. *OQ* contrôlera notamment la majeure partie des actifs publics dans le domaine de l'aval pétrogazier (*Liwa Plastics Complex, Duqm Refinery, Oman Gas Company, OMPET, Salalah Methanol, OXEA*, raffineries de Mascate et de Sohar, etc.), ainsi que des participations dans plusieurs blocs d'exploration à travers sa filiale *OOCEP* (notamment 30% du champ de *Khazzan* opéré par *BP* et 20% du champ de *Mukhaizna* opéré par *Oxy*).

### **Déchets : renouvellement du contrat de Suez pour la gestion du centre d'enfouissement de Barka**

*Be'ah*, entreprise publique en charge du traitement des déchets solides sur le territoire omanais, a renouvelé pour cinq ans le contrat de Suez pour l'exploitation et la maintenance du centre d'enfouissement de *Barka*, d'une capacité d'environ 2 200 tonnes de déchets municipaux solides par jour. Pour mémoire, Suez, qui opère aussi le centre d'enfouissement d'Al Amerat, est responsable de la gestion de près de la moitié des déchets municipaux enfouis au Sultanat. Le groupe français assure en parallèle l'exploitation du centre d'enfouissement des déchets industriels de Sohar et du centre d'enfouissement des déchets municipaux et industriels de Duqm. A noter par ailleurs que l'entreprise publique *Oman Power & Water Procurement Company* (OPWP) devrait lancer début 2020 le processus de sélection pour son projet « *waste-to-energy* ». Développée dans le cadre d'un contrat *Independent Power Producer*, la future centrale, située à proximité du centre d'enfouissement de *Barka*, devrait permettre de produire entre 125 MW et 160 MW d'électricité selon les autorités.

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** Service Economique de Mascate

**Rédigé par :** Pablo Nivon, Fabien Gleizes

**Revu par :** Fabien Gleizes  
Chef du Service Economique de Mascate

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM>